

INTRODUCTION

HISTOIRE
DES INSTITUTIONS MILITAIRES
FRANÇAISES
DE L'AFRIQUE NOIRE

1900-1975

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE
ET
COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

L'étendue du second empire colonial français rendit nécessaire la mise en place d'organisations civiles et militaires capables de gérer les immenses territoires que la France dominait à travers le monde. L'Afrique équatoriale française (A.E.F) qui regroupait, sous la direction d'un gouverneur général, le Moyen-Congo, l'Oubangui-Chari, le Cameroun, le Gabon et le Tchad, tient une place à part dans l'histoire coloniale de la France, en raison, tout d'abord, de son ralliement à la cause du Général de Gaulle en 1940 et, enfin, par le caractère pacifique du processus de décolonisation qui s'acheva entre 1960 et 1965.

L'importance de ces événements donne aux archives militaires de l'A.O.F. (sous-série 5 H) et de l'A.E.F (sous-série 6 H) un intérêt particulier. Cette sous-série renferme les documents produits par le système de commandement en A.E.F et par les services et unités qui assuraient l'administration militaire de ce territoire immense. L'inventaire présenté dans ce volume décrit le contenu des documents issus des institutions de l'A.E.F depuis les temps de la conquête jusqu'au début de la coopération militaire française avec les jeunes États de l'Afrique équatoriale.

Les 281 cartons de cette sous-série couvrent l'ensemble des activités de l'armée coloniale dans cette colonie : opérations, organisation, renseignements, maintien de l'ordre et activités d'intérêt général. Pour faciliter la compréhension du contenu de

cet inventaire, nous allons procéder à un bref rappel des diverses institutions que l'armée française a mises en place en A.E.F. Sans nous attacher à une description fastidieuse des différentes unités engagées sur ce territoire, nous présenterons l'organisation du commandement et des services ainsi que l'évolution de ces structures à travers les événements majeurs que traversa l'A.E.F. Ainsi nous avons distingué trois grandes périodes :

- de la conquête à la veille de la deuxième guerre mondiale (1883-1939) ;
- le ralliement à la France libre et l'après-guerre (1940-1956) ;
- l'armée française en A.E.F et la décolonisation (1956-1965).

I. Les débuts de l'administration française en Afrique occidentale et équatoriale.

Depuis le milieu du XVI^e siècle les marins français fréquentaient les cotes africaines, en particulier celles du Sénégal. Ils furent pourtant les derniers à y prendre pied se heurtant, dans le cadre de la traite des noirs, aux Anglais et aux Portugais. L'aspect commercial est un élément essentiel dans les relations franco-africaines. L'installation des premiers comptoirs délaissés pendant le Directoire, puis l'expansion coloniale d'après 1815 sont dictés par cet impératif La conquête militaire cherche d'abord à mettre en place et ensuite à défendre , dans d'immenses espaces peu peuplés, une route commerciale transcontinentale. D'où la nécessité d'entretenir de bons rapports avec les chefferies locales qui furent longtemps prises en compte par les autorités françaises lors de la mise en place des structures administratives des colonies.

La présence française s'affirme dans le golfe de Guinée et au Dahomey sous la forme d'activités commerciales et de missions chrétiennes. En 1869 est instituée sur place la fonction de gou-

verneur, elle est attribuée à un militaire, le colonel Valière. La défaite de 1870 entraîne un certain désintérêt pour les questions africaines concrétisé par la réduction du corps de tirailleurs sénégalais qui y avait été créé. La période 1876-1888 inaugure la relance de la politique coloniale avec la nomination d'un gouverneur qui a servi en Asie et au ministère de la guerre le colonel Brière de l'Île. Afin de mener une politique de « pacification », il soutient la mission Gallieni envoyée créer de nouveaux postes à l'intérieur du continent. L'objectif de ces postes étant de faciliter l'établissement d'une voie ferrée assurant la jonction entre Dakar et le Niger. La réalisation de ces travaux, dont le projet avait été voté le 5 février 1880 fut confiée à des ingénieurs civils avant de revenir aux artilleurs de marine dont c'était plus spécifiquement la mission aux colonies. C'est le grand départ vers le Soudan. Le budget de 1880 attribué à l'Afrique de l'Ouest par la loi du 3 février 1879 est réparti de la manière suivante : 4 722 512 francs échoient aux services civils tandis que les services militaires reçoivent 4 289 736 francs.

La succession de gouverneurs issus de l'armée qui organisent la mise sur pieds d'expéditions militaires va dans le sens du mythe Lyautéen du conquérant réformateur. Jusqu'à la nomination en 1884 du premier gouverneur civil : M. Servius. Durant cette période, se succèdent des campagnes contre les principales tribus et en particuliers contre deux mémorables chefs Samory, au Dahomey, et Ahmadou, qui finirent par se soumettre à la France en acceptant la mise en place d'un régime de protectorat qui leur était proposé. En 1880, le lieutenant colonel Borgnis-Desbordes est envoyé à la conquête du Niger avec une colonne de quelques 420 hommes. Il est le premier responsable du commandement autonome du Haut Fleuve (qui correspond aux territoires du Soudan et du Sénégal) habilité à correspondre directement avec le ministre de la guerre. Il s'agit de la phase d'installation des républiques sous la forme de protectorats après d'âpres négociations. A la faiblesse des effectifs engagés on pallie par le développe-

ment des tirailleurs sénégalais issus des populations récemment soumises. En septembre 1880 Borgnis-Déborderes est remplacé par l'amiral Cloué.

Une loi du 16 mars 1882 met en place quatre principes régissant, au sein de l'armée, les rapports entre le commandement et les services. Ces derniers, ainsi que la gestion ; sont subordonnés au commandement, seuls les services administratifs gardent leur autonomie.

L'organisation des territoires de la future A.E.F. suscita de nombreuses hésitations de la part des législateurs de la III^e République. Les différentes conquêtes et expéditions qui se déroulent pendant la fin du XIX^e siècle et les premières années du XX^e donnaient à la France un territoire considérable en Afrique centrale. La nécessité de l'organiser de manière efficace obligea les autorités françaises à promulguer de nombreux décrets. Ces décrets sont d'intérêt divers pour la transformation des institutions de l'Afrique équatoriale française et parfois, même se contredisent.

La première opération française en Afrique équatoriale s'est déroulée en février 1883 à l'initiative de Savorgnan de Brazza. À la suite de son expédition sur les rives du fleuve Congo entre décembre 1879 et juin 1883, le président du Conseil, Jules Ferry le nomma commissaire du gouvernement pour les bassins du Haut Ogoué et de du Congo¹. Dès 1883, il repartit pour développer le territoire qui lui était confié. Le 29 juin 1886, un décret lui donna le titre de commissaire général du gouvernement et chef des deux colonies équatoriales de la France : le Gabon et le Congo. Deux années plus tard, le 11 décembre 1888, les deux colonies réunies sous la direction de Brazza reçurent la dénomination

¹ *Journal officiel*, décret du 3 février 1883.

de Congo français, appellation remplacée par celle d'Afrique équatoriale française (A.E.F) en 1910².

A la mort du conquérant du Congo français, la métropole décida de réorganiser les colonies de l'Afrique équatoriale. Le décret du 28 septembre 1897 fixa les nouvelles structures administratives pour le Congo français (Congo et Gabon) et un nouveau territoire : l'Oubangui-Chari³.

Le commissaire général du gouvernement dirigeait ces deux territoires depuis Libreville et déléguait son autorité à deux lieutenants gouverneurs : un pour le Congo français et un pour l'Oubangui-Chari. Il était aidé dans sa tâche par un secrétaire général. Le commissaire général possédait toute autorité sur les services civils et militaires dans les colonies qu'on lui avait confiées.

Cette première période montre les tâtonnements et les hésitations de la métropole qui avec l'élargissement des territoires occupés n'arrivaient pas à établir une administration stable et efficace en Afrique équatoriale française. Entre 1883 et l'année 1900, le nombre de décrets portant sur l'administration des possessions françaises dans cette région atteignit le nombre de huit⁴. La métropole hésitait sur le type de structures administratives à donner au pouvoir dans la colonie. En raison de la faible ampleur des administrations dans les colonies équatoriales françaises, la sous-série 6 H ne débute qu'en 1903, date de la mise en place d'une administration efficace.

Les années de 1903 à 1910 furent primordiales dans la mise en place progressive d'une organisation stable et efficace sur le territoire de l'Afrique équatoriale qui à l'aube du XX^e siècle, s'était agrandi vers le Nord par la conquête du Tchad.

² George Bruel, *L'A.E.F, le pays, les habitants, la colonisation, les pouvoirs publics*, Paris, Larose, 1918. p 466.

³ *Journal officiel*, décret du 28 septembre 1918, 30 septembre 1997.

⁴ G.BRUEL, *op. cit*, p 465-466.

Le décret du 29 décembre 1903 mit en place les bases de la future fédération de colonies qui deviendra l'A.E.F.⁵.

Le représentant de la République pour la colonie était le gouverneur général qui administrait directement le Moyen-Congo tout en dirigeant l'ensemble de l'A.E.F.

L'Oubangui-Chari fut confié à un délégué permanent tandis que le Gabon était dirigé par un lieutenant gouverneur. Le Tchad restait sous le régime militaire car la présence française y était encore précaire.

Mais cette réforme ne permit pas au commissaire général de gérer efficacement l'ensemble du Congo français car il avait la charge d'administrer conjointement le Moyen Congo. Cette surcharge de travail l'obligea à déléguer ses prérogatives auprès de ses subordonnés et il perdit ainsi de son pouvoir sur les confins des colonies.

Le 11 février 1906, le commissaire général fut déchargé de la gestion de Moyen-Congo qui fut confiée à un administrateur en chef⁶. Enfin, par le décret du 26 juin 1908, le commissaire général prit le titre de gouverneur général du Congo français et un an plus tard, l'administrateur du Moyen-Congo fut nommé lieutenant gouverneur comme pour les deux autres représentants du gouverneur général dans les territoires du Congo français.

Le pouvoir militaire dans la zone équatoriale de l'empire colonial français dépendait des autorités générales de la colonie. Il existait une autorité militaire distincte dans la colonie du Congo français. Le chef des troupes coloniales dans la future A.E.F. portait le titre de commandant supérieur des troupes de la colonie du Congo. Les prérogatives de sa charge furent fixées par la loi du 9

⁵ G.BRUEL, *op. cit*, p 467.

⁶ *Journal officiel*, décret du 11 février 1906, 14 février 1906.

novembre 1901⁷. Le commandant supérieur des troupes était le chef des armées sur le territoire de la colonie. Il n'était pas le responsable de la défense extérieure et intérieure des colonies, mais devait assurer le bon fonctionnement et l'entretien des forces qui lui étaient confiées par décret du président de la République. Il ne possédait pas le pouvoir de décision pour lancer une opération de guerre, mais la conduite de celle-ci lui revenait comme commandant des troupes de la colonie. Pour assumer ces diverses prérogatives, il disposait des corps de troupes, des services et de l'ensemble des établissements militaires de la colonie, dont il assurait la défense et la sécurité intérieure.

Il exerçait aussi le rôle de conseiller militaire auprès du gouverneur général dans le cadre des conseils de défense ou dans celui des conseils supérieurs ou d'administration de la colonie. En raison de l'étendue de la colonie du Congo français et des difficultés de communication, le commandant supérieur des troupes pouvait déléguer ses pouvoirs aux chefs de corps locaux qui stationnaient dans les différentes circonscriptions militaires de la colonie. A ce niveau, les prérogatives du commandant supérieur des troupes étaient détenues par les commandants des troupes locaux tandis que celles du gouverneur général l'étaient par le représentant de l'administration civile. Ainsi, à l'instar de la séparation des pouvoirs civils et militaires en France métropolitaine, le pouvoir de décision était détenu par l'administration civile et celle-ci coiffait les structures militaires dans la majorité des territoires de la France équatoriale.

Au Tchad, en raison de la conquête tardive et de la présence de populations à réputation belliqueuse, le commandement civil et militaire était assuré par le chef des corps de troupes du territoire. Celui-ci dépendait directement du gouverneur général du Congo français et financièrement, d'un budget séparé de celui de la co-

⁷ S.H.A.T., 7 N 4196. Loi du 9 novembre 1901. Relations entre les gouverneurs et les commandants supérieurs des troupes aux colonies.

lonie en raison de l'importance stratégique de ce territoire des confins. Toutefois, pour la conduite des opérations militaires, il devait en référer au commandant supérieur des troupes de la colonie qui lui confiait alors le commandement des corps qu'il avait à sa disposition.

Dans sa gestion des troupes du Congo français, le commandant supérieur des troupes était assisté par différents services, mais ces structures militaires étaient encore embryonnaires en 1903⁸.

Le commandant supérieur résidait à Libreville et dirigeait les services et les troupes difficilement. Il ne possédait que peu de pouvoir sur ses subordonnés en raison de la déficience générale des communications. Il avait sous ses ordres un gros régiment renforcé par des éléments de cavalerie et d'artillerie. Mais ces forces étaient établies sur l'ensemble du territoire et divisées en compagnies pour assurer l'occupation du Congo français.

Le service d'artillerie, créé en 1902, était composé de deux officiers et deux sous-officiers qui devaient construire, entretenir et réaliser l'ensemble des travaux du génie du territoire. Ils dirigeaient un détachement d'ouvriers de quatorze hommes menés par un maréchal des logis et des ouvriers indigènes.

Il faut noter l'absence d'un service de l'armurerie dont la fonction est l'inspection et l'entretien des armes et du matériel de guerre des troupes.

Le service administratif (intendance) ne comprenait que neuf personnes dont trois commissaires qui devaient gérer le budget des forces coloniales françaises au Congo français.

Le service de santé était assuré par les médecins organiques des bataillons et par une infirmerie basée à l'hôpital de Libreville et appartenant au service local.

⁸ S.H.A.T., 6 H 2, rapport général annuel du commandant supérieur des troupes, 1903.

Ainsi, en 1903, l'énorme territoire de la colonie du Congo français était défendu par des forces peu nombreuses, réparties en faibles détachements sur l'ensemble du territoire et ne pouvant communiquer et agir efficacement entre elles. L'absence d'un commandement central efficace et de services suffisants et adaptés à la région, firent sentir la précarité de la conquête française dans le centre de l'Afrique noire. A la suite du gouverneur général, le commandant supérieur des troupes du Congo Français établit ses quartiers à Brazzaville. En 1909, les troupes françaises au Congo Français devinrent autonomes et des directeurs furent nommés à la tête des services de santé et de l'intendance. C'était un premier pas vers une administration stable⁹.

II. La création de l'A.E.F, 1910.

En 1910, la période de conquête se termina et le développement de l'exploitation des colonies de l'Afrique équatoriale nécessita la mise en place d'une administration stable et capable de répondre efficacement aux besoins des territoires. Le décret du 15 janvier 1910 fixa les limites de la nouvelle fédération de colonies et les attributions des différents administrateurs et pouvoirs.

Ce décret délimita les territoires équatoriaux de la France qui furent nommés : Afrique équatoriale Française (l'A.E.F). L'A.E.F. comprenait les colonies du Gabon, du Moyen-Congo, de l'Oubangui Chari-Tchad et le territoire militaire du Tchad¹⁰. Elle fut donc répartie en quatre circonscriptions administratives. La direction générale de cette fédération de l'Afrique équatoriale était confiée au personnage-clé des colonies : le gouverneur général.

⁹ F.E. Bridon, *L'armée française en A.E.F, 1900-1919*. Le Mans, 1984, p 72.

¹⁰ *Journal officiel*, décret du 15/ 01/ 1910 sur l'organisation de l'A.E.F. , p 447.

Le Gouverneur général de l'A.E.F.

Cet administrateur général, résidant à Brazzaville sur le fleuve Congo, détenait les pouvoirs les plus étendus de l'ensemble de l'administration coloniale française (excepté le ministre). En effet, il était seul habilité à prendre contact avec le ministre des colonies et avec les services de la métropoles par le biais de ce même ministre.

Dépositaire des pouvoirs de la République, il dirigeait l'ensemble des services civils ou militaires du territoire¹¹. Il décidait donc de la stratégie militaire d'ensemble en A.E.F. Mais il ne disposait pas de la prérogative de la conduite des opérations militaires. Son rôle se limitait à définir les buts, le caractère et les limites de ces actions en laissant la direction des expéditions armées aux professionnels présents sur le territoire de sa circonscription.

Dans sa gestion des colonies, il était ordonnateur du budget général. Il était secondé par trois organes importants : ¹²

- Le secrétaire général du gouvernement général. Le secrétaire du gouvernement général avait rang de gouverneur et était nommé gouverneur des colonies. Il était l'adjoint du gouverneur général, qui pouvait lui déléguer les tâches qu'il ne pouvait assurer. Il était chargé des différents secrétariats de la colonies et en particulier du secrétariat permanent de la défense pour la colonie qui apportait conseils et avis au gouverneur général. (rôle encore mal défini, peu de sources obtenues sur le sujet.)

- Un conseil du gouvernement.

¹¹ *Journal officiel*, décret du 15/ 01/ 1910, p 447.

¹² *Journal officiel*, décret du 15 janvier 1910, p 448.

Le conseil du gouvernement. était formé des différents grands administrateurs des colonies de l'A.E.F. Il se réunissait au moins une fois par an sur la convocation du gouverneur général de la fédération et comprend¹³ :

- le gouverneur général ;
- le secrétaire général du gouvernement général ;
- les lieutenants gouverneurs des colonies de l'A.E.F ;
- le commandant supérieur des troupes.
- le chef du service judiciaire ;
- le délégué pour l'A.E.F au conseil supérieur des colonies ;
- un notable choisi par le gouverneur général parmi ceux présents dans les conseils d'administrations de chacune des colonies ;
- le chef de cabinet du gouverneur général, servant de secrétaire.

Ce conseil était chargé des décisions générales concernant la colonie.

Il était secondé pour la gestion des affaires militaires par un conseil de défense qui se réunissait sur sa convocation. Cette institution ne détenait qu'un pouvoir consultatif car seul le gouverneur général décidait de la politique militaire à suivre.

De plus, le dirigeant de la colonie possédait des représentants dans les différents territoires de l'Afrique équatoriale : les trois lieutenants gouverneurs du Gabon, du Moyen-Congo, et de l'Oubangui Chari-Tchad. Ils siégeaient dans les chefs-lieux de ces colonies : Libreville, Brazzaville et Bangui. Ceux-ci bénéficiaient d'une position particulière dans l'administration française. Même si le schéma des institutions coloniales montre une tendance à la centralisation, selon Mireille Nzenzé, le lieutenant

¹³ Décret du 15 janvier 1910 sur l'organisation du conseil du gouvernement de l'A.E.F. *Journal officiel*, p 448.

gouverneur possédait en réalité, une très grande autonomie vis-à-vis du pouvoir central de la fédération¹⁴.

Ainsi, du point de vue militaire, le lieutenant gouverneur était amené à détenir les mêmes attributions que son supérieur dans le cadre de problèmes urgents auxquels le gouverneur général ne pouvait apporter de réponses suffisamment rapides et efficaces. Le lieutenant gouverneur était secondé par le secrétaire général et un conseil d'administration de la colonie qui reproduisaient les institutions de l'échelon supérieur. A ce niveau administratif, la direction des opérations militaires dépendait toujours du commandant des troupes pour la colonie. Comme à l'échelon supérieur, la conduite des opérations était laissée aux mains des professionnels.

Le commandant supérieur des troupes en A.E.F.

Le rôle du commandant supérieur des troupes en A.E.F resta le même après la réforme administrative de 1910. La circulaire du 9 juillet 1912 rappela que le gouverneur général avait sous sa haute autorité le commandant supérieur des troupes, responsable vis-à-vis de lui de la préparation des opérations militaires, de leur conduite et de tout ce qui était relatif à la défense de la colonie¹⁵.

¹⁴ M. Nzenzé, *L'armée française en A.E.F de 1919 à 1958*, Nantes, 1998. « Le lieutenant gouverneur était le chef réel de la colonie qu'il administrait avec pleine autorité et entière initiative dans la limite des directives générales qu'il recevait du gouverneur général. Outre le fait qu'il devait assurer l'application des décisions prises par son supérieur hiérarchique, il avait aussi pour prérogatives de prendre des décisions urgentes imposées par les circonstances, notamment, de faire intervenir les troupes régulières en cas de troubles importants. »

¹⁵ S.H.A.T., 4 N 4196, circulaire du 9 juillet 1912 sur les attributions des autorités en matière de l'emploi des forces militaires aux colonies.

Ainsi, les prérogatives du chef des armées dans la colonie française de l'Afrique équatoriale n'avaient pas varié. Il dépendait toujours de son supérieur civil et ne rendait compte au ministre de la guerre que par le biais du gouverneur général et du ministre des Colonies.

Pourtant, les forces qu'il dirigeait avaient sensiblement changé depuis les derniers feux de la conquête.

Les troupes françaises étaient divisées en cinq éléments de l'importance d'un bataillon à quatre compagnies. Au Gabon, au Moyen-Congo et en Oubangui-Chari, on retrouvait un bataillon dont le siège était la capitale de ces colonies. Au Tchad, en raison des menaces évoquées ci-dessus, les forces françaises s'élevaient à deux bataillons (huit compagnies) qui n'étaient pas regroupés en régiment.¹⁶

En 1910, d'après le rapport annuel, les services restaient encore en voie d'organisation, même s'ils commençaient à prendre de l'importance.

Le service de l'intendance, devenue direction de l'intendance en 1910, avait établi des sous intendances à Libreville, Brazzaville, Bangui et Fort-Lamy. La direction de ce service s'était installée à Brazzaville comme les autres directions.¹⁷

Le service de santé s'était aussi développé par la création d'infirmes régimentaires dans les quatre capitales de colonie de l'A.E.F. et de postes de santé pour chaque corps de troupe. De plus, la décision de doter les bataillons d'un deuxième médecin permis de mieux veiller à l'alimentation et à la santé de la troupe. Mais la direction de ce service était encore assurée par un seul

¹⁶ S.H.A.T., 6 H 2, Rapport annuel du commandant supérieur des troupes en A.E.F, pour l'année 1910, p 1.

¹⁷ *Ibidem*, p 2.

homme auquel un minimum de personnel auraient été nécessaire pour remplir efficacement les tâches dont il est chargé.¹⁸

Le service d'artillerie ont été supprimé en décembre 1907. Mais, la nécessité d'importants travaux du génie avait poussé à recréer cette structure, qui, en 1910, était dirigée par un capitaine d'infanterie et qui restait encore à l'état embryonnaire¹⁹.

Enfin, le commandant supérieur demandait la mise en place d'un service judiciaire et surtout la création d'un état-major important de type « division » avec un chef d'état-major, deux capitaines et un officier pour soulager les chefs de corps de troupes des tâches administratives jugées trop absorbantes.

L'entre-deux guerre.

Les années de l'entre-deux guerre furent pour les colonies fédérées dans l'A.E.F des années de consolidation et d'exploitation. Pour l'armée, la montée des périls se caractérisa par la menace stratégique que représentaient les forces italiennes de Libye. Les faibles troupes françaises stationnées en Afrique équatoriale française furent légèrement renforcées en artillerie et en aviation pendant cette période, surtout dans la colonie du Tchad, débouché naturel de l'ennemi. Mais dans l'ensemble, les effectifs des troupes présentes ne varièrent pas de manière importante. Les forces françaises était toujours en 1940 de la force d'une brigade, éparpillée sur l'ensemble du territoire.

Les structures administratives mises en place à la veille de la première guerre mondiale furent conservées. Pourtant, leur tâche était augmentée de la gestion du Cameroun, territoire allemand, qui, concédé par la France en 1911 contre la liberté d'action au Maroc, fut récupéré après le traité de Versailles par les Français.

¹⁸ *Ibidem*, p 10.

¹⁹ *Ibidem*, p 27.

La S.D.N confia en effet cette colonie à la France en 1919, sous le régime du mandat. L'administration française de ce territoire était donc périodiquement inspectée par des envoyés de la Société des Nations.

L'effectif des corps de troupes ne varia que faiblement. Mais, l'importance des services et des nouvelles armes obligea une réorganisation de l'échelon supérieur pour obtenir une meilleure coopération entre les différentes armes.

Le chef militaire de la colonie d'Afrique équatoriale était toujours, selon la loi de 1901, responsable de la conduite des opérations militaires et de l'entretien des forces qui stationnaient sur le territoire qu'il était chargé.

Mais, à partir de la fin de la première guerre mondiale, l'arme aérienne qui était une des grandes nouveautés de ce conflit, permit de surveiller plus efficacement les énormes territoires des grands ensembles coloniaux.

Ainsi, le gouverneur général obtint-il des moyens aériens, après la création du ministère de l'air en 1929. Il possédait toute autorité sur ces nouvelles troupes qui furent placées sous le commandement d'un commandant de l'air en A.E.F. L'utilisation des moyens aériens entraîne une certaine réorganisation du commandement supérieur des troupes en A.E.F.

Le commandant supérieur des troupes en A.E.F dirigeait les opérations militaires terrestres. Les opérations exclusivement aériennes ou maritimes étaient sous la responsabilité du commandant de l'air dans la colonie et du commandant de la marine dans la colonie. Ainsi, chaque domaine d'action était strictement délimité²⁰.

Mais, la prééminence du commandant supérieur des troupes de l'A.E.F sur les autres commandement fut rapidement mise en

²⁰ *Journal officiel*, article 3 du décret du 22 janvier 1956, 4 février 1936.

place. Le commandant supérieur des troupes dans les colonies dirigeait la conduite des opérations combinées dans le cadre de la défense du groupe de colonies. Si une arme était prépondérante dans ce genre d'opérations (Marine ou Air), le commandant supérieur déléguait son pouvoir au commandant le plus approprié, même si celui-ci ne dirigeait pas une force appartenant directement à la colonie. Là encore, la délégation de pouvoir jouait un rôle important, permettant de nommer le commandant le plus efficace au poste qui lui convenait le mieux²¹.

Pourtant, les commandants des forces de marine et de l'air ne furent pas subordonnés au commandant supérieur des troupes. Ils prenaient leurs ordres du gouverneur général de la colonie et dépendaient par le biais du ministère des colonies de leur ministères respectifs²². La prédominance du commandant supérieur des troupes n'était donc qu'opérationnelle. Les formations de la marine et de l'air conservaient leur indépendance vis-à-vis des forces terrestres de la colonie et elles participaient à l'élaboration des plans de défense de la colonie par le biais du conseil de défense.

Celui-ci fut institué dans les colonies françaises par le décret du 29 mars 1935. Ce conseil était convoqué par le gouverneur général qui en assurait la présidence. Il était secondé par le commandant supérieur des troupes en A.E.F. et rassemblait les personnes suivantes.²³

- le secrétaire général du gouvernement général ;
- l'officier général le plus ancien dans le grade le plus élevé après le commandant supérieur ;
- l'officier général ou supérieur commandant l'artillerie ;
- l'officier général ou supérieur commandant de la marine ;

²¹ *Idem.*

²² *Journal officiel*, art 2 du décret du 13 octobre 1934, 14 octobre 1934.

²³ S.H.A.T., 7 N 4196, décret du 29 mars 1935 sur l'organisation des Conseils de défense. p 1.

- l'officier de l'armée de l'air, commandant de l'air dans le groupe des colonies ;
- le chef d'état-major du général commandant supérieur, qui a le rôle de secrétaire.

Le conseil de défense de l'A.E.F. ne possédait pas de pouvoir de décision. Seul le gouverneur général avait voix délibérative dans cette assemblée. Le rôle de cet institution était d'étudier les questions d'organisations défensive terrestre, maritime et aérienne de la colonie qui lui étaient transmises pour examen par le ministre des colonies ou sur les quelles le gouverneur demandait à être éclairé.²⁴

Le conseil émettait un avis lorsque le gouverneur le demandait sur les mesures que celui-ci jugeait utile de prendre d'urgence et sans attendre l'approbation ministérielle. De 1918 à 1940, l'organisation militaire des colonies avait très peu évoluée en structure et en puissance militaire, depuis la loi de 1910. Les forces terrestres stationnés dans les colonies restaient très faibles à la veille de la 2^{nde} guerre mondiale.

La composition des forces françaises pour le 1^{er} juillet 1939 est la suivante ²⁵:

Au Tchad stationnaient cinq bataillons indigènes dont un porté et quatre groupes nomades chargées de la défense de la frontière Nord du territoire.

Au Moyen-Congo, les forces rassemblaient un bataillon d'infanterie indigène dit bataillon du Pool et un bataillon du Point d'Appui de Pointe-Noire.

Sur les territoires de l'Oubangui et du Gabon, les forces terrestres ne comprenaient qu'un bataillon par circonscription territoriale en raison du moindre intérêt stratégique de ces deux colonies.

²⁴ *Idem.*

²⁵ M NZENZE, *op. cit*, p 63.

Les forces de l'A.E.F n'évoluèrent que très peu depuis la création du groupe de colonie en 1910. En revanche, un changement se produisit dans l'organisation des troupes terrestres en A.E.F. Les services connurent pendant cette période une croissance importante dans le but de rendre la tâche plus facile aux commandants de corps sur le terrain et à centraliser les décisions d'ordre opérationnel dans les mains du commandant supérieur des forces en A.E.F. Seuls les effectifs de ces structures furent augmentés permettant un meilleur rendement administratif.

II. Le ralliement à la France Libre et l'après-guerre, 1940-1956.

La mise en place des structures définitives de la présence militaire française en A.E.F s'est réalisée lentement. Le déclenchement de la seconde guerre mondiale et la révolte du général de Gaulle contre la défaite va entraîner le ralliement de l'Afrique équatoriale Française à la France libre. Le nouveau pouvoir qui se définit comme le seul prolongement légitime de la III^e République, va-t il transformer radicalement les institutions militaires de la France en A.E.F ou va-t il reprendre les structures en les adaptant au contexte de guerre ?

Les années qui suivent le dénouement du conflit mettent en place une nouvelle situation internationale dans laquelle la France se reconstruit péniblement. Le nouvel ordre mondial et la montée des nationalismes vont obliger les autorités françaises à réorganiser les structures de défenses des colonies en vue de répondre aux nouvelles exigences internes et externes.

*Les réformes des F.F.L.**La réorganisation de l'après-guerre.*

La deuxième guerre mondiale développa les menaces qui pesaient sur les colonies françaises de l'Afrique équatoriale. Le dénouement de ce conflit entraîna l'essor des nationalismes chez des africains qui avaient vu les colonisateurs défaits et avaient grandement participé à la reconquête de la métropole. La conférence de Brazzaville du 30 janvier au 8 février 1944 donne aux divers groupements nationalistes les espoirs d'une collaboration franco-africaine. La menace interne devint donc de plus en plus présente et le rôle intérieur de l'armée aux colonies s'en trouva renforcée.

L'émergence du bloc soviétique en 1947 donna lieu à la création d'une entente militaire entre les principaux pays occidentaux : l'O.T.A.N. le but de cette alliance atlantique était de répondre efficacement aux agressions militaires menées par le Pacte de Varsovie contre les intérêts occidentaux.

Les empires coloniaux des pays européens entrèrent dans la stratégie d'ensemble de défense de ce que l'on appelait à l'époque, « le monde libre ».

L'A.E.F. devait tenir une place peu importante dans ces considérations. Mais l'ensemble des possessions françaises en Afrique représentaient un barrage vers le Sud et l'Afrique contre les forces du bloc de l'Est. Il fut donc décidé de doter le théâtre africain d'un organe de commandement susceptible d'organiser victorieusement la défense des possessions françaises. Les décrets du 31 décembre 1948 fixèrent les attributions des nouvelles autorités dans la zone africaine subsaharienne française.

Le décret n° 48-2039 donna au haut-commissaire de la République la responsabilité de la défense de l'ensemble des colonies de l'A.O.F. et de l'A.E.F. Aux termes du décret n°48-2040, il était secondé par un commandement interarmées en Afrique cen-

trale. Ces deux hauts fonctionnaires possédaient les mêmes attributions que les hauts-commissaires et les commandants supérieurs des troupes dans les ensembles occidentaux et équatoriaux de la France coloniale. La conduite des opérations dépendait du commandant interarmées tandis que la prise de décision était toujours la prérogative militaire principale du haut-commissaire qui disposaient de l'ensemble des forces armées en Afrique depuis Dakar.

Pour aider à une meilleure coordination dans la défense des grands ensembles territoriaux africains de la France, un conseil de défense de l'Afrique centrale est créé par le décret n° 48-2039 qui donne la liste des participants suivante :

- président : le haut-commissaire de la République en A.O.F. ;
- le haut commissaire de la République en A.E.F ;
- le haut commissaire de la République au Cameroun ;
- le haut-commissaire de la République au Togo ;
- l'officier général commandant interarmées de l'Afrique centrale.

La réforme de la zone de l'Afrique centrale fut poursuivie par le décret n° 51-843 du 5 juillet 1951²⁶. Ce texte créa donna de nouvelles appellations pour les circonscriptions militaires de l'A.E.F et de l'A.O.F. Celles-ci prirent le nom de zone de défense de l'A.E.F et de l'A.O.F. L'ensemble des deux zones fut nommé zone stratégique de l'Afrique centrale. Ces termes étaient le décalque des appellations des zones de défense de la métropole. Les attributions des divers commandants et des hauts fonctionnaires en matière de défense n'ont pas changé avec la réforme. Elles restaient dans la continuation des périodes précédentes. Le commandant supérieur des forces armées de chaque zone a vu son autorité se porter sur l'ensemble des forces de son territoire : les forces terrestres, aériennes et maritimes lui sont subordonnés. Le

²⁶ Journal officiel du,

commandants des forces armées du territoire et le haut commissaire sont assistés par un conseil consultatif de défense dont la fonction était de présenter et de réaliser des études sur les questions d'ordres militaires pour le compte du haut-commissaire de la colonie.

Au niveau supérieur, il semblerait que le commandement interarmées de l'Afrique centrale fut conserver sous le titre de commandant en chef désigné de la zone stratégique de l'Afrique centrale. Il résidait auprès du ministre de la France outre-mer et avait pour responsabilité l'inspection des troupes stationnées dans la zone dont il avait la charge. En temps de guerre, il coordonnait les opérations des différents commandants supérieurs des forces armées des zones de défense de l'A.E.F et de l'A.O.F. Il avait aussi un rôle de conseiller auprès du ministre pour les affaires militaires concernant sa zone stratégique.

Sur proposition des hauts-commissaires ou sur initiative du gouvernement, un conseil de défense de l'Afrique centrale pouvait se réunir sous la présidence du ministre de la France d'outre-mer ou du haut-commissaire de la République en A.O.F.

Ce conseil (C.O.D.A.C) regroupait outre la président suscité :

- le commandant en chef désigné de la zone stratégique de l'Afrique centrale ;
- le haut-commissaire de la République en A.O.F ;
- le haut-commissaire de la République en A.E.F ;
- les deux commandant supérieurs des forces armées des zones de défense A.E.F-Cameroun et A.O.F-Togo, assistés des officiers généraux des armes autres que celle auxquelles ils appartiennent.

Ce conseil des possessions françaises en Afrique subsaharienne avait pour but de renforcer la coordination entre les différents territoires en temps de guerre. Ces institutions mises en place étaient les copies des structures existantes au niveau de la colonie. Le haut-commissaire de la République de l'A.E.F est secondé par un commandant des forces armées pour la zone de défense A.E.F-Cameroun et d'un conseil consultatif de défense.

La volonté d'organiser une défense à l'échelle mondiale obligea les militaires français à créer des institutions de même nature au niveau continentale et ministériel.

Les années 1950 furent aussi le théâtre d'une transformation des armées en Afrique centrale. La volonté de mener une politique mondiale et de manifester sa situation internationale par une stratégie de présence entraîna le développement du concept des bases stratégiques. Celles-ci sont chargées de l'accueil, de la mise en œuvre et du transit des forces d'intervention qui peuvent venir de la métropole ou des divers territoires de la colonie. Elles ont donc une mission de soutien des troupes de projection.

Le concept des bases stratégiques a pour but de répondre à deux impératifs militaires : l'occupation de zone d'importance primordiale pour la survie des territoires coloniaux et l'efficacité de la logistique de plus en plus complexe de l'armée surtout sur les théâtres extérieurs. Les aérodromes sont sur le théâtre africain la pierre angulaire de toute la logistique des forces et les grandes bases sont formées autour des ports ou des aéroports principaux : Bangui, Fort-Lamy, Brazzaville. Ce réseau de base principal est complété par un ensemble de bases secondaires (Abéché, Bouar, Largeau) et de bases d'opérations avancées.

Le décret n° 51-885 du 13 juillet 1951 fixe les attributions des commandants des bases stratégiques de l'Union française.

Le commandant est un officier général d'une des trois grandes armes françaises Air, Mer ou Terre. Il ne prend ses fonctions qu'en cas de mobilisation ou sur arrêté du président du conseil. Il est aidé pour remplir ses prérogatives par un comité de coordination de la base stratégique formé de :

- le commandant désigné de la base stratégique ;
- le ou les représentants de la haute autorité dont dépend le territoire d'implantation de la base stratégique ;
- les représentants du commandant en chef désigné de la zone stratégique et du commandant de la zone de défense ;
- les représentants des autorités militaires des trois armes ;

- les officiers adjoints au commandant désigné de la base stratégique.

Mais tant que le commandant n'a pas pris ses fonctions, les décisions de toutes sortes dépendent des autorités responsables du territoire.

L'organisation militaire de l'A.E.F, renommé en 1951, zone de défense de l'A.E.F-Cameroun, est issu des diverses administrations militaires qui ont précédées. Elle se présente ainsi :

-Chef de la colonie : Haut Commissaire de la République en A.E.F. conseillé par le conseil consultatif de la défense.

-Chef des forces armées :Le général commandant des forces armées de la zone de défense de l'A.E.F-Cameroun possédant un état-major de division pour les forces terrestres et une section d'études opérationnelles interarmées en liaison avec le commandant de l'air en A.E.F. et le commandant de la marine en A.E.F.

Dans la réalité, le commandant des forces armées en A.E.F doit disposer d'un véritable état-major interarmées. En 1954, il ne dispose que d'une section d'études pour les liaisons avec les commandants de la marine et de l'air.

Cela dénote un manque de moyen et de personnels dans la zone de défense de l'A.E.F-Cameroun.

Les troupes présentes en A.E.F n'augmentent pas et restent de l'effectif d'une brigade. Les services stagnent et sont basés sur la structure que nous avons décrite précédemment.

L'armée française en A.E.F ne connaît pas de développement important. Les seule transformations sont stratégiques ou hiérarchiques sans occasionner de grandes réformes à l'intérieur de la troupe alors que dans l'ensemble de l'empire les volontés indépendantistes se manifestent de plus en plus.

III. L'armée française en A.E.F et la décolonisation, 1956-1965.

Dans la nuit du 22 au 23 mars 1956, le ministre de la France Outre-mer et le chef du gouvernement Guy Mollet firent voter à l'assemblée nationale un texte modifiant le contenu de la Communauté française. Cette loi donna au gouvernement le droit de modifier par décret les dispositions d'applications des lois sur la communauté.²⁷

Cette loi permit le déblocage de l'administration des colonies et le début d'un processus qui se termina en 1960 par l'indépendance des pays d'Afrique colonisés par la France. Quelques-uns prirent leur indépendance complète, mais , en A.E.F, les territoires accédèrent à la souveraineté nationale en restant dans la Communauté et en conservant une importante aide militaire française. Nous allons voir comment les armées françaises dans les colonies équatoriales se transformèrent-elles pour respecter les décrets issus de la loi-cadre de Gaston Defferre et les divers accords entre les nouveaux pays africains et la France.

Les premiers pas de la décolonisation, de 1956 à l'indépendance, 1960

Le décret n° 57-458 du 4 avril 1957 donne à l'A.E.F, une nouvelle organisation administrative. Il donne premièrement à l'Afrique équatoriale française la personnalité civile et l'autonomie financière.

A partir de ce décret, les administrations dans les colonies françaises deviennent double.

²⁷ J. Valette, *La France et l'Afrique, l'Afrique subsaharienne de 1914 à 1960*, Paris, S.E.D.E.S, 1994. p 187.

Tout d'abord, il subsiste l'administration coloniale de l'A.E.F dont le chef est toujours un haut-commissaire de la République. Celui-ci détient le pouvoir militaire en A.E.F et décide des opérations, de leurs buts et de leurs caractères. Il ne conduit pas les opérations. Cette prérogative est détenue par le commandant supérieur des troupes de la zone de défense de l'A.E.F-Cameroun.

Parallèlement à l'administration coloniale, le décret du avril 1957 donne au groupe des colonies équatoriales de la France la personnalité civile et l'autonomie financière.

Le chef du groupes de territoire est nommé en conseil des ministres est chargé de l'application des décisions de l'assemblée du groupe de territoires : le grand conseil. Celui-ci est chargé de la gestion des intérêts communs du groupement. Toute la vie économique passe dans les mains des habitants de la colonie. Ce conseil est obligatoirement convoqué deux fois par an par le haut-commissaire de la République. Pendant les périodes sans sessions ordinaires, une commission permanente peut agir pour les questions urgentes. Les premiers pas de la décolonisation sont d'ordre économiques. Le rôle militaire est toujours l'apanage des hauts commissaires de la République aidé par le commandant supérieur des troupes qui dirige les opérations.

Les nouvelles attributions des assemblées des colonies donnent aux populations des espoirs de décolonisation rapide. La caractéristique de cette période est la constance des troubles dans les diverses colonies du second empire français. Ainsi, s'ajoute à la défense extérieure des territoires contre les périls soviétique, une dimension interne de plus en plus importante. Il faut conserver le calme dans les colonies pour permettre une intégration de celle-ci dans une communauté internationale guidée par la France. La défense interne et externe entraîne donc la nécessité de réorganiser les institutions militaires dans les territoires outre-mer.

La défense contre les périls externes et la volonté affichée du nouveau gouvernement de la V^e République de décoloniser de manière pacifique l'Afrique dans le cadre de la communauté met fin au ministère de la France d'Outre-mer. Ainsi, les prérogatives militaires de ce ministère sont alors transférées au ministère de la défense par le décret n° 59-266 du 7 février 1959.

La fin de la période coloniale de la présence française en Afrique touche aussi les troupes stationnées dans les colonies. Celles-ci prennent à partir du 1^{er} décembre 1958, le nom de forces d'outre-mer. En réalité, seuls, les services prendront cette appellation. Les corps de troupes (à l'exception du 1^{er} régiment interarmes d'outre-mer) reprennent le titre de troupe de Marine, qu'elles avaient abandonné à l'aube de ce siècle. Par ce changement, l'administration élimine toutes références nominales à la période coloniale pour mieux se fondre dans la communauté dont le but est d'associer à la France de nouveaux états africains basés sur les anciennes colonies.

A la veille des indépendances africaines, l'effectif de l'armée en A.E.F. correspond à la valeur d'une division et les services qui dépendent du commandement de la zone n'ont que peu augmenté depuis la période précédente.

L'aide à la défense des anciennes colonies.

L'année 1960 est une année charnière pour l'ensemble de la présence française sur le territoire africain. Les différentes colonies de l'A.E.F. ont obtenu des institutions internes et une autonomie financière en 1956. Le Cameroun, état sous tutelle française, obtient l'autonomie interne le 30 décembre 1958 et avec l'accord de l'O.N.U., la France lui donne l'indépendance le 1^{er} janvier 1960. Dans les autres États de l'A.E.F., l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir en juin 1958 et la réforme des institutions de la France entraîne le développement du concept de

Communauté : la réunion d'État autonomes dans un cadre juridique constitutionnel. Lors du référendum constitutionnel du 28 septembre 1958, seule, la Guinée de Sékou Touré dit non à la Communauté. Dès le 2 octobre, le gouvernement français lui accorde l'indépendance.

Les États africain de la Communauté ne possède que l'autonomie interne et la Communauté dirigée par le président de la République française détient les grands pouvoirs de décisions à l'exception des finances.

Mais la position de la France qui ne désire pas entrer avec les anciennes colonies dans un cadre fédéral pousse les dirigeants des différents États de la communauté vers l'indépendance. Même l'indépendance dans le cadre de la Communauté est considérée comme un leurre pour eux. Ils décident donc d'en sortir.

En août 1960, les quatre États de l'A.E.F obtiennent l'indépendance en récupérant leur souveraineté et ne conservant avec la France que le lien de la monnaie. Le Tchad, le Congo, la République Centrafricaine deviennent des États souverains dans la Communauté. Ils restent dans le cadre constitutionnel français et liés économiquement avec la métropole.

La création de nouveaux États rend nécessaire soit le départ des troupes de marine de l'ex-A.E.F., soit la signature d'accord avec les nouveaux pouvoirs africains. Or ces derniers ont besoins de la présence militaire française pour assurer la défense de leur territoire et apporter l'aide nécessaire au développement des armées nationales africaines.

Les premiers accords de défense sont conclu dès l'année 1960 et comprennent différentes clauses. Deux accords sont conclu avec les anciennes colonies. Le premier est réalisé avec l'U.R.A.C (l'Union des Républiques de l'Afrique Centrale). Ces républiques sont les territoires de l'A.E.F. à l'exclusion du Cameroun qui signe un traité de défense avec la France de manière individuelle en raison de sa dépendance originelle envers l'O.N.U.

La défense est présentée comme une coopération entre la France et les différents États africains souverains mais toujours membres de la Communauté. Les parties en présence décident de créer un système commun de défense et s'engagent à régler les problèmes régionaux dans un conseil de défense de l'Afrique équatoriale. Celui-ci est composé des membres suivants :

- le premier ministre de la République française ou son représentant ;
- le chef d'Etat ou du gouvernement de la République Centrafricaine ;
- le chef d'Etat ou du gouvernement de la République du Congo ;
- le chef d'Etat ou du gouvernement de la République du Tchad ;
- les ministres de la Défense ou les ministres de l'Intérieur des États contractants ;
- le haut-représentant du Président de la République française, président de la Communauté auprès de la République centrafricaine ;
- le Haut-Représentant du Président de la République Française, Président de la Communauté auprès de la République du Congo ;
- le Haut-Représentant de la République du Président de la République Française, Président de la Communauté auprès de la République du Tchad ;
- le général commandant supérieur de l'Afrique équatoriale qui assiste de droit aux réunions du conseil.

Les questions locales sont solutionnées dans un comité de défense propre à chaque état.

Chacun des pays dispose de forces nationales qui participent avec les forces françaises sous un commandement unique au système commun de défense.

Enfin, les différentes Républiques de l'Afrique centrale reconnaissent à la France la libre disposition des bases qui sont nécessaires à la présence militaire française dans la région.

Dans le cadre des accords, des clauses spéciales régissent le statut des ressortissants des Républiques africaines qui sont engagés dans l'armée française. Ils conservent leur place si la décision de leur transfert vers leurs armées nationales n'a pas été prise. L'aide française se caractérise par un soutien logistique, par une aide matérielle et immobilière à la nouvelle force armée.

La création de forces africaines de défense des territoires est difficile en raison de la faiblesse des effectifs en officiers et officiers subalternes des nouvelles troupes africaines. La France met donc à la disposition des armées nationales d'Afrique équatoriale du personnel qui dépend d'un bureau d'aide militaire (B.A.M.). Ce bureau qui est créé par les accords de défense est à la disposition dans les différentes république pour faciliter la mise sur pied, l'encadrement, la l'instruction et l'administration de ses forces armées. Les accords de 1960 sont donc une concession de la France aux pays africains dans le but de les maintenir dans la Communauté Française et de conserver ainsi, une position importante en Afrique.

L'organisation de la défense des territoires de la Communauté nécessite des changements d'importances considérables car l'organisation des troupes et de la défense devient indépendante des États qui composent la zone à protéger. En prévision des indépendances, le 1^{er} juin 1959, les territoires que doit protéger la France hors de ces frontières sont nommés zone d'outre-mer. Le commandant supérieur des troupes de la zone de défense A.E.F.-Cameroun, prend donc le titre de commandant des forces armées françaises en zone d'outre-mer n°:2 (ex-A.E.F.).

La haute direction des troupes lui est confié. Il récupère aussi les pouvoirs de délégation et de nomination des officiers du haut-commissaire de la République en A.E.F.

Il détient toujours les prérogatives des commandants supérieurs. Mais il doit partager la direction de la conduite des opérations avec le commandement unique des forces françaises et des forces africaines.

Au niveau des nouveaux états africains, l'administration française nomme un haut-représentant auprès du gouvernement africain d'un nouveau pays. Celui-ci est secondé par un conseiller militaire, chef du B.A.M et des forces françaises sur le territoire qui dépend du haut-représentant

Le Gabon n'étant pas entré dans l'U.R.A.C possède les mêmes institutions de défense que les territoires du Tchad, du Congo et de la République Centrafricaine regroupé dans l'U.R.A.C. Il ne possède pas de représentants au conseil de défense de l'Afrique équatoriale mais dépend du commandant de la Z.O.M. n°2 pour la direction des forces françaises.

La défense du Cameroun, ancien territoire sous tutelle est placée sous la direction d'un commandant interarmées secondé par une mission militaire. Il dirige les forces françaises du territoire, mais est aussi subordonné au commandant de la Z.O.M n°2. Les indépendances des pays de l'A.E.F ont entraîné la fin d'une uniformisation des systèmes de défenses territoriaux et un morcellement des structures françaises.

Les derniers feux : 1965.

La période de 1960 à 1965 voit le lent départ des soldats français des territoires africains de la Communauté en raison de l'essor des armées nationales africaines qui se révèlent suffisantes pour assurer la défense des nouveaux États.

Le décret du 4 mai 1961 dissout la direction outre-mer de l'armée française et crée une direction des troupes de marine. Les services de forces d'outre-mer sont absorbés par les services de l'armée de terre. Seuls, les corps de troupes conservent leur origi-

nalité, leurs tradition et leur règlement propre. À cette date, l'armée coloniale a vécu et laisse place à des régiments spécialisés dans les opérations outre-mer.

La présence française dans la Z.O.M. n°2 tend à disparaître à partir de 1964 et le 4 août 1965 sont fixées par décret les nouvelles modalités des forces françaises en Afrique équatoriale.

Sur l'ensemble du continent africain, l'année 1965 marque la fin d'une présence massive de la France sur les territoires de ses anciennes colonies. L'armée française ne possède plus que des bases logistiques et quelques forces infimes de protection dans les États équatoriaux. En A.E.F, la présence française se limite à *l'escale d'Afrique centrale* située à Fort-Lamy.

Basée à mi-chemin de la côte atlantique et de l'océan indien, la base sert de lien entre les deux théâtres d'opérations. Son rôle est primordial pour l'envoi et le soutien de forces de projection en Afrique centrale.

Le commandement de la base est assuré par un officier supérieur de l'armée de l'air portant le titre de commandant supérieur de l'escale d'Afrique centrale. Il est secondé par un commandant supérieur des troupes terrestres et d'un état-major interarmées.

Il détient les prérogatives des commandants supérieurs. Il conduit les armées pendant les opérations, mais ne décide pas de la politique militaire à suivre. Pour cela, il dépend du ministère des armées.

Il veille à l'application des accords entre la République du Tchad et la République française. Il participe à l'élaboration des plans de défense franco-tchadiens et fait partie du comité de défense franco-tchadien.

Le commandant supérieur de l'escale d'Afrique centrale a donc deux missions : le commandement de la région militaire française du Tchad et la représentation militaire française dans les pays voisins.

En 1975, les derniers soldats français quittent le Tchad clôturant ainsi l'épisode équatorial de l'histoire des troupes de marine françaises.

Thierry SARMANT
Archiviste-paléographe
Docteur de l'université de Paris-I-Sorbonne
Conservateur au Service historique de l'armée de Terre

Bruno LEGENDRE
Maître ès-lettres

et

ANTHONY RIGAULT
Licencié ès-lettres

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- BLET (Henri), *France d'outre-mer, L'œuvre coloniale de la troisième république*. Paris, Arthaud, 1950.
- BRIDON (François-Etienne), *L'armée française en A.E.F 1900-1919, organisation et logistique*. Mans, 1984.
- BRUEL (Georges), *L'A.E.F, le pays, les habitants, les hommes, la colonisation, les pouvoirs publics*. Paris, Larose, 1918.
- GRIMAL (Henri), *La décolonisation, de 1919 à nos jours*. Belgique, Complexe, 1985.
- NZENZE (Mireille), *L'armée française en A.E.F de 1919 à 1958*. Nantes, 1998.
- VIARD (René), *La fin de l'empire colonial français*. Paris, Maisonneuve et Larose, 1963.

PLAN DE CLASSEMENT DES SOUS-SERIES 5 H ET 6 H

SOUS-SERIE 5 H

I- GENERALITES :

- 5 H 1 à 5 H 83 : première partie assez générale. ?
- 5 H 84 à 5 H 106 : bulletins de renseignements hebdomadaires de la délégation pour la défense de la Z.O.M.n°1 dépendant du 2^e bureau.
- 5 H 107 à 5 H 120 : *idem* pour la défense de la Z.O.M. n°4 du 4^e bureau.
- 5 H 121 à 5H131 : *idem* au niveau du 2^e bureau.
- 5 H 132 à 5 H 153 :bulletins de renseignements sur la défense de la Z O M n°1 émanant du 2^e bureau.

II- TERRITOIRES :

- 5 H 154 à 5H 159 : Sénégal
- 5 H 160 à5 H 168 :Mauritanie
- 5 H 169 : Haute volta
- 5 H 170 : Guinée
- 5 H 171 à 5 H 177 : Dahomey
- 5 H 178 à 5 H 180 : Dahomey- Togo
- 5 H 181 à 5 H 186 : Côte-d'Ivoire
- 5 H 186 à 5 H 204 : Soudan
- 5 H 205 à 5 H 242 : Niger

III- JOURNAL DE MARCHE ET OPEATIONS :

- 5 H 243 à 5 H 268 : J.M.O.

SOUS-SERIE 6 H :

I- GENERALITES :

II- TERRITOIRES :

- 6 H 99 : Gabon
- 6 H 112 : Moyen-Congo , bataillon de tirailleurs de Brazza-ville
- 6 H 119 : Congo, mission militaire française
- 6 H 122 : Moyen-Congo
- 6 H 124 : Oubangui-Chari
- 6 H 129 : Tchad
- 6H 137 : régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad
- 6 H 203 : corps expéditionnaire franco-anglais
- 6 H 206 à 6 H 271: corps expéditionnaire franco-anglais au Cameroun

SOUS-SERIE 7 H :

- 7 H 1 : cartes et croquis
- 7 H 3 : archives de 1891 et de la 1^{er} guerre mondiale
- 7 H 4 : archives de Diré-Daoua durant la guerre italo-éthiopienne
- 7 H 5 : décisions du gouverneur de la C.F.S.
- 7 H 6 : période 1933-1942
- 7 H 9 : gouvernement de Vichy
- 7 H 10 : F.F.L.
- 7 H 12 : 2^e guerre mondiale
- 7 H 13 : état-major, 2^e bureau du commandement supérieur des troupes de la C.F.S.
- 7 H 24 : commandement supérieur des troupes de la C.F.S.
- 7 H 32 : état-major, 2^e bureau